

Info Marne

SOMMAIRE *(cliquez sur l'article)*

Édito : Quelle boussole dans un monde politique en perdition ?	1
Oiry : Verallia racheté par un investisseur brésilien ?	2
Reims - Charbonneaux-Brabant : Mise en demeure	2
Champagne : La pression des salariés	2
Montmirail : Les leader Price aux Prud'hommes	3
Reims - Boulangerie de l'Europe : des miettes pour la NAO	3
INDECOSA : la défense CGT des consommateurs	3
Union Locale de Reims et ses environs : Un nouveau secrétaire général	4

Édito : Quelle boussole dans un monde politique en perdition ?



La politique mondiale semble avoir perdu le Nord. Aux États-Unis, l'arrivée de Donald TRUMP et de son équipe à la Maison Blanche a marqué un tournant populiste et imprévisible.

En France, François BAYROU deviendra-t-il à son tour roi du 49.3, s'imposant ainsi comme une figure controversée du passage en force législatif, au service d'un budget austéritaire ?

Face à ces turbulences, une question demeure : qu'apportera réellement cette politique aux travailleuses et aux travailleurs ? L'histoire nous enseigne une vérité incontournable : les grandes avancées sociales – congés payés, sécurité sociale, limitation du temps de travail, etc. – n'ont pas été offertes, mais arrachées par des luttes collectives, notamment lors des « grèves joyeuses » de 1936.

À chaque époque, c'est la mobilisation des travailleurs qui a permis d'obtenir des droits et d'améliorer leurs conditions de vie. Aujourd'hui, ces acquis sont fragilisés, remis en cause par des réformes qui favorisent toujours davantage le capital au détriment du travail.

L'heure n'est plus à l'attente, ni à l'illusion, l'urgence est à l'organisation et à la mobilisation des salariés pour défendre ce que nos anciens ont conquis par la lutte collective et obtenir de nouvelles avancées sociales. Le renforcement du mouvement syndical est primordial, car une forte syndicalisation est le seul moyen de rétablir ce rapport de force. La politique du gouvernement vacille, chargée de mensonges et de trahisons. Les perspectives sont loin d'être réjouissantes.

Nous ne pouvons pas nous permettre de rester spectateurs : il faut agir et redevenir acteurs pour construire un avenir meilleur pour nous et nos proches.

Ghislain BRIDE, Secrétaire Général de l'Union Départementale CGT 51



7 février 2025
#96

Union Départementale
des syndicats CGT de la Marne
15, boulevard de la Paix
BP 11215
51058 Reims Cedex
Tél. 03 26 88 23 04
udcgt51@laposte.net
www.udcgt51.fr



ensemble, on s'organise >



Oiry : Verallia racheté par un investisseur brésilien ?



Selon la presse spécialisée, le groupe verrier français Verallia (ancienne filiale de Saint-Gobain, numéro 3 mondial de l'emballage en verre), va faire l'objet d'une OPA (Offre Publique d'Achat) de la société brésilienne BWGI, propriété de la famille Moreira Salles, qui possède actuellement 28,8 % des parts de Verallia. A l'issue de cet éventuel rachat, la famille Moreira Salles deviendrait actionnaire majoritaire.

Cette annonce a suscité la réaction immédiate de la CGT, syndicat majoritaire dans le groupe Verallia et dans l'usine d'Oiry, près d'Épernay, qui compte 160 salariés et qui fabrique les bouteilles de champagne et les gros contenants en verre. La crainte est que Verallia passe sous contrôle d'un fonds d'investissement étranger, au détriment de son indépendance et de l'avenir de ses salariés.

« On ne veut pas qu'un fonds spéculatif mette la main sur notre groupe industriel, a réagi Damien DELANCRET, délégué syndical de l'usine d'Oiry, on a déjà connu ça avec le fonds de pension américain Apollo en 2015 ». En 2015, en effet, Apollo avait racheté Verallia avant de céder sa participation en 2021, après avoir engrangé des bénéfices substantiels.

La prochaine étape aura lieu le 19 février, date de la publication des résultats de Verallia, date à laquelle famille Moreira Salles enverra son offre, et le conseil d'administration de Verallia aura quatre semaines pour se positionner. D'ici là, la CGT a bien l'intention de tout mettre en œuvre pour que Verallia demeure une entreprise française et que ses emplois soient préservés. ([voir le reportage de France 3](#)) ([lire le tract de la CGT Verallia](#))

Reims - Charbonneaux-Brabant : Mise en demeure



La société Charbonneaux-Brabant (vinaigre et moutarde, spécialisée aussi dans le conditionnement de produits chimiques) a reçu une mise en demeure de la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) afin de se mettre en conformité en matière d'hygiène, de sécurité et de formation.

La mise en demeure ferait suite à une inspection opérée le 1^{er} octobre dernier au cours de laquelle seraient apparues plusieurs lacunes en matière de prévention de risques sanitaires. La direction se veut rassurante et parle d'un problème de communication.

La CGT espère que les préconisations de l'administration seront rapidement suivies d'effet et qu'en tout cas cette mise en demeure ne servira pas de prétexte à la délocalisation d'une des plus anciennes entreprises industrielles de Reims. ([lire l'article de l'Union](#)).

Champagne : La pression des salariés



Jeudi 6 février, une nouvelle réunion des négociations annuelles obligatoires (NAO) s'est tenue à Reims, après le report de la première réunion du 28 janvier suite à la posture puéride du président de la commission sociale de l'UMC (Union des Maisons de Champagne) qui n'avait pas supporté qu'un rassemblement bruyant se tienne sous ses fenêtres ce jour-là.

Ce jeudi 6 février à 14h30, les salariés étaient appelés par l'Intersyndicale CGT, CFDT, FO à un arrêt de travail d'une heure minimum, pendant la réunion, afin de montrer leur détermination.

L'Intersyndicale revendique une augmentation de 3,13 %, en cohérence avec l'évolution du SMIC et en lien avec le chiffre d'affaires de 5,8 milliards d'euros en 2024. ([voir le site de la CGT du champagne](#))

Montmirail :

Les Leader Price aux Prud'hommes



Le tribunal des prud'hommes d'Epervy s'est réuni, le jeudi 6 février, pour statuer sur la situation financière du magasin Leader Price de Montmirail et le règlement des salaires, impayés depuis octobre 2024. ([voir Info Marne n°92](#))

Deux des autres magasins concernés par cette affaire, celui de Brassac-les-Mines (Puy de Dôme) et celui de Saint-Dizier (Haute-Marne), ont déjà été placés en liquidation judiciaire. A Saint-Dizier, le licenciement économique des salariés a immédiatement été prononcé. A Brassac-les-Mines les salariés devront encore patienter jusqu'au 9 mars, date d'une nouvelle audience.

Les salariés des trois autres sites, Fontenay-Trésigny (Seine-et-Marne) Trosly-Breuil et Fitz-James (Oise), sont toujours dans l'attente et la CGT se tient à leurs côtés.

A Epervy ce 6 février, alors que la partie patronale avait demandé un renvoi, l'avocat de la CGT a plaidé l'urgence pour les salariés d'être enfin payés et l'audience a bien eu lieu. Le délibéré sera rendu le 20 février prochain.

([voir le reportage de France 3](#)).

Reims - Boulangerie de l'Europe : *des miettes pour la NAO*

La NAO s'est achevée le 28 janvier au siège de Neuhauser, boulangerie industrielle filiale du géant de l'agro-alimentaire InVivo. Alors que les dix plus gros salaires de l'entreprise se sont octroyés 5 % d'augmentation, aucune augmentation générale n'a été actée, seules quelques mesures ont été accordées sur la prime de transport, la prime d'habillement et les jours de congé d'ancienneté. ([voir Info Marne n°91](#))

Dans le même temps, la direction poursuit sa vendetta contre la CGT, en multipliant les procédures juridiques, inutiles et coûteuses, qui encombrant les tribunaux et qui finissent par lui coûter très cher. Alors qu'elle a dû payer 525 000 euros pour le licenciement abusif d'un délégué syndical, 600 000 euros pour quatre autres élus de la CGT, soit un total de plus d'un million d'euros, la direction n'a prévu que 600 000 euros pour augmenter les 1 200 salariés du groupe... Cherchons l'erreur...

Et pendant ce temps, les besoins d'investissements matériels sont insatisfaits et les conditions de travail des salariés ne cessent de se dégrader. ([lire le tract](#)).

INDECOSA : *la défense CGT des consommateurs*



L'INDECOSA (INformation Défense des COnsommateurs SALariés) est une association Loi 1901 créée par la CGT en

1979. Son principal objectif est la défense de tous les consommateurs, du salarié au retraité.

Elle pratique ainsi la défense individuelle et collective. Reconnue et agréée par l'Etat comme représentative, elle participe aux principales instances de concertation où sont débattus avec les professionnels, sous l'arbitrage des pouvoirs publics, les intérêts des consommateurs. [Lien vers le site](#).

Union Locale CGT de Reims et ses environs :

Un nouveau Secrétaire Général



Suite à sa dernière Commission Exécutive, l'Union Locale de Reims a élu Steve BOUCLY comme nouveau Secrétaire Général. Il prend la suite de Franck HOFFMAN, qui aura assuré la transition depuis le dernier Congrès, et qui se consacrera désormais à la formation syndicale.

Comme le précise l'article 14 des statuts de la CGT, l'Union Locale « impulse et coordonne l'activité de la CGT dans son secteur . Elle est le lieu privilégié où les syndicats et sections syndicales peuvent définir et préciser leurs objectifs communs, épauler mutuellement leurs actions, donner toute leur efficacité aux luttes professionnelles et d'ensemble. (...) Elle donne au développement de la CGT toute l'ampleur nécessaire sur son territoire. (...) »

L'Info Marne adresse tous ses vœux de réussite à cette nouvelle équipe de l'Union Locale de Reims.



Rejoignez la CGT !

**SE SYNDIQUER,
C'EST ÊTRE LIBRE !**

www.cgt.fr

